



## Surmonter la crise dans la corne de l'Afrique

### MESSAGE CLÉ

Il est essentiel que les pays et les communautés de la corne de l'Afrique aient la capacité de protéger les moyens de subsistance vulnérables dont sont tributaires de très nombreuses personnes, tout en renforçant la capacité d'adaptation des ménages touchés et les systèmes de subsistance pendant la crise et par la suite. Il est urgent de coupler une intervention humanitaire immédiate et des investissements stratégiques à moyen terme dans la gestion des risques pour promouvoir et préserver les fondements de la sécurité alimentaire aujourd'hui et à l'avenir.

Les défis qui se posent aujourd'hui en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la corne de l'Afrique vont de la **sécheresse aggravée**, qui frappe près de 12 millions de personnes (Djibouti, Éthiopie, Kenya, Somalie et Ouganda) à la **transition de situations de conflit à la paix** (Soudan, Soudan du Sud et nord de l'Ouganda), en passant par la **hausse du prix des denrées de base et des intrants** et par des **conflits** prolongés et saisonniers plus localisés. Les vulnérabilités et les effets croisés que la sécheresse, les maladies animales, les conflits et les déplacements de personnes, en particulier dans le sud de la Somalie, ont sur la région sont particulièrement préoccupants.

Il est nécessaire, pour une gestion efficace des crises actuelles, de disposer de solides capacités à tous les niveaux et, à cet effet, de réunir les éléments suivants:

- la prise d'initiatives par les gouvernements africains, l'Union africaine (UA) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) pour mettre en œuvre des interventions humanitaires et des stratégies de relèvement et de développement;
- un soutien humanitaire efficace, concret, coordonné, responsable et approprié destiné à sauver des vies et axé sur le maintien des moyens de subsistance vitaux;
- l'intégration étroite des activités visant à réduire les risques et des stratégies d'intervention humanitaire; et
- des investissements stratégiques dans des stratégies à moyen et à long termes visant à renforcer la capacité d'adapter les moyens de subsistance et à renforcer les capacités locales et nationales de développement agricole et de gestion des risques de catastrophes.

La configuration de la capacité d'adaptation et de la vulnérabilité, en particulier au niveau des ménages et des systèmes de subsistance, est inégale dans la région, c'est pourquoi il faut procéder à une surveillance attentive et adapter suivant les circonstances l'approche suivie pour les interventions humanitaires et les activités de relèvement, de réduction des risques et de

développement. Le présent document contient un bref aperçu des stratégies immédiates et à moyen et long termes pour chaque pays.

#### DOUBLE APPROCHE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Globalement, la crise due à la sécheresse — qui constitue la crise de la sécurité alimentaire la plus grave dans le monde — appelle des **stratégies d'intervention concertées, généreuses et éclairées** axées sur la préservation de la vie humaine et sur le relèvement moyennant un soutien aux systèmes de subsistance agricoles, notamment en:

- protégeant les moyens de subsistance des petits éleveurs vulnérables;
- veillant à ce que les cultivateurs disposent de ressources pour leur production lors de la prochaine campagne de semis et
- protégeant les ménages vulnérables de la hausse des prix des denrées alimentaires, entre autres grâce au développement des filets de sécurité productifs.

Même si l'accent est mis plus fortement sur les interventions humanitaires destinées à parer dans l'immédiat à la crise due à sécheresse, **il est nécessaire d'avoir en même temps des ressources pour des interventions à moyen et à long termes axées sur la durabilité**, pour:

- parvenir à une croissance agricole et à un développement rural durables et équitables;
- assurer la disponibilité d'aliments nutritifs et l'accès de tous à ces aliments; et
- doter les populations de moyens de subsistance durables, et ainsi d'une meilleure capacité d'adaptation compte tenu de l'accélération des cycles des catastrophes naturelles et des variations climatiques.

Ces mesures sont compatibles avec l'approche sur deux fronts du **Cadre global d'action des Nations Unies**, qui vise à répondre aux besoins immédiats des populations vulnérables tout en renforçant la capacité d'adaptation à long terme (approche en deux volets de la sécurité alimentaire), et elles portent sur tous les aspects de la sécurité alimentaire — accès, disponibilité, utilisation et stabilité — en vue d'assurer une réduction durable de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

#### UNE GESTION RÉUSSIE DES CRISES CYCLIQUES DANS LE SECTEUR AGRICOLE

La corne de l'Afrique est l'objet de **sécheresses et d'inondations cycliques ou récurrentes** qui déterminent fortement la structure et les résultats des systèmes de subsistance des agriculteurs et des éleveurs. La vie des personnes, leur sécurité et la stabilité de leurs conditions d'existence tiennent au bon fonctionnement de ces systèmes, plus qu'à une quelconque intervention extérieure. **Beaucoup de systèmes de subsistance sont remarquablement résistants** mais des événements d'une intensité extrême — comme ceux observés dans certaines zones de la corne de l'Afrique aujourd'hui — peuvent les ébranler, et ainsi entraîner des crises humanitaires.

Cette **sécheresse finira par s'arrêter**, quand tomberont des pluies probablement très fortes qui seront accueillies comme une bénédiction — en effet, elles réalimenteront les points d'abreuvement du bétail et revivifieront les sols desséchés —, mais la médaille a son revers puisque le début des pluies s'accompagnera aussi de maladies animales mortelles pour un cheptel durement éprouvé, la circulation des maladies transmises par l'eau étant favorisée, mettant ainsi en péril les populations humaines, sans compter la détérioration des infrastructures. **Il n'est pas trop tôt pour engager des mesures de gestion des risques.** Les parasites et les maladies du bétail sont particulièrement

préoccupants, non seulement parce qu'ils font peser une menace directe sur les moyens de subsistance pastoraux et agro-pastoraux, mais aussi compte tenu de leur impact possible sur les lucratifs marchés d'exportation de bétail, en particulier vers les pays du Golfe.

Même si la crise actuelle due à la sécheresse suscite de plus en plus de préoccupations, les **investissements effectués pendant plusieurs décennies** par les collectivités, les États et les parties prenantes aux interventions humanitaires et à l'aide au développement ont permis de **réduire la vulnérabilité et d'améliorer les capacités** de gérer les catastrophes naturelles et les conflits dans la corne de l'Afrique. Grâce aux stratégies de réduction des risques, aux filets de sécurité formels et non formels et aux interventions humanitaires, les décès par inanition et maladie, qui restent encore une grave menace, sont toutefois moins probables aujourd'hui qu'il y a 20 ou 30 ans, à condition que les mesures prises aux niveaux local, national, régional et international bénéficient d'un appui suffisant.

Au fil du temps, les **interventions d'urgence axées sur les moyens de subsistance dans cette région ont été particulièrement innovantes** et ont permis de sauver des vies et de préserver les conditions de subsistance des populations et ainsi de contribuer à l'action humanitaire au niveau mondial. Ces innovations réalisées dans des contextes de crise touchant des communautés rurales, en collaboration avec des pays membres, organisations du système des Nations Unies, des organisations non gouvernementales (ONG), le secteur privé et des institutions académiques portent sur les domaines suivants, entre autres:

- SOUTIEN POUR LA PRÉSERVATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE RURAUX:
  - établissement de liens entre les réseaux communautaires de santé animale et les services vétérinaires privés sous la coordination de l'administration publique;
  - foires aux semences que les agriculteurs peuvent se procurer en échange de bons ou d'espèces, pour protéger l'offre locale de semences, stimuler les marchés locaux et améliorer l'accès à des semences améliorées;
  - soutien d'urgence à la commercialisation de bêtes d'élevage, y compris par la promotion du rôle des femmes dans l'activité économique;
  - filets de sécurité utilisant des mécanismes de rémunération contre travail et de nourriture contre travail, pour soutenir les travailleurs ruraux en temps de crise et, grâce à des filets de sécurité productifs, création de voies permettant de sortir de la pauvreté; et
  - services d'éducation et de santé à assise communautaire et activités rémunératrices, création de débouchés pour des activités de subsistance rurales non agricoles et remise en état des infrastructures essentielles.
- SYSTÈMES DE COORDINATION, D'INFORMATION, D'ANALYSE ET DE COMMUNICATION:
  - systèmes d'alerte rapide et d'analyse s'appuyant sur des modélisations mondiales, nationales et portant sur des moyens de subsistance particuliers;
  - coordination humanitaire, analyse et soutien à des systèmes internationaux, régionaux, nationaux et infranationaux de gestion des crises, y compris le Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition (FSNWG) et l'Équipe spéciale sur le phénomène La Niña;
  - cartographie de l'économie des ménages et des systèmes de subsistance et établissement de profils de risques; et
  - définition et application des directives et normes de secours au bétail.

- GESTION DES RISQUES:
  - transposition du Cadre d'action de Hyogo dans les politiques nationales relatives à la gestion des risques de catastrophes naturelles, ainsi que dans les pratiques communautaires en cas de catastrophe de gestion des risques; et
  - mesures d'atténuation des conflits à assise communautaire fondées sur des stratégies de gestion des ressources naturelles concernant les points d'eau et les parcours pastoraux.

Malgré des progrès, les risques de détérioration des moyens de subsistance essentiels (bétail, cultures, terres, etc.) demeurent à un niveau inacceptablement élevé. Il est **urgent de continuer à améliorer la protection et la promotion des moyens de subsistance des populations vivant de leurs récoltes et de leur élevages** car ils sont la source primordiale de sécurité alimentaire, nutritionnelle et économique pour la très grande majorité des populations de la corne de l'Afrique.

En outre, les problèmes actuels ont pour origine des investissements insuffisants dans les fondements essentiels d'une croissance durable. C'est pourquoi les risques de crise et **les vulnérabilités qui y sont liées ne peuvent être neutralisés du jour au lendemain**. Pour une croissance soutenue du secteur agricole, il faut immédiatement un investissement public important et stratégique pour améliorer les infrastructures rurales, y compris la recherche dans les domaines de l'irrigation et de l'agriculture, un environnement politique redynamisé et un programme d'action de terrain qui vise à mobiliser les institutions et les ressources existantes pour une prestation plus efficace des services de soutien.

#### ACTION HUMANITAIRE, AIDE AU RELÈVEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Un grand nombre, sinon la totalité, des innovations en matière de soutien humanitaire aux populations vivant de l'agriculture et de l'élevage mentionnées ci-dessus sont le fruit d'investissements de développement à long terme dans le secteur agricole, y compris les stratégies relatives à la gestion communautaire des ressources naturelles, la création de systèmes efficaces de santé animale dans les zones difficiles et reculées, les stratégies d'atténuation des risques de catastrophes naturelles et des innovations en matière de production végétale, d'entreposage et de commercialisation. Des liens importants et des **synergies positives continuent à être entretenus aujourd'hui chez les communautés techniques des domaines de l'alimentation et de l'agriculture travaillant à la fois dans le contexte de l'aide humanitaire et dans celui du développement**.

Dans le même ordre d'idées, des stratégies à long terme de renforcement de la résistance aux crises liées à la sécheresse, aux inondations, aux maladies et ravageurs, aux conflits et aux dérèglements économiques sont inscrites dans les politiques et stratégies de développement agricole et dans les plans d'investissement élaborés par les différents pays de la corne de l'Afrique, y compris ceux qui sont élaborés dans le contexte du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), comme c'est le cas en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda. En mettant l'accent nettement et dans une optique presque universelle sur le renforcement des capacités pour le cycle complet de gestion des risques de catastrophes naturelles, la réduction des vulnérabilités et le renforcement de la capacité d'adaptation, **les pays de la corne de l'Afrique, conformément aux orientations de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et de l'Union africaine, ont transformé leurs approches, jusqu'alors limitées à la réaction aux catastrophes, en les axant sur une stratégie plus large de gestion des risques** comprenant l'adaptation au changement climatique.

Pour parvenir à un relèvement des conditions matérielles une fois effectués les secours d'urgence aux personnes et pour jeter les bases solides de la croissance et renforcer la capacité d'adaptation des populations à de futures crises, il est nécessaire de remettre en état les infrastructures à tous les niveaux et de procéder à des interventions de grande envergure portant sur des domaines très divers pour protéger et soutenir les moyens de subsistance ruraux. Les programmes de développement agricole dans la région sont appuyés par **une volonté politique globale plus forte et un accroissement des ressources nationales**, qui se heurtent toutefois à l'impact grandissant **du changement climatique et à un phénomène continu de marginalisation et de vulnérabilité dans l'économie mondialisée**. Un consensus a été arrêté grâce au dialogue et aux négociations avec les gouvernements, les communautés, la société civile, le secteur privé, les organisations du système des Nations Unies et les organisations non gouvernementales **sur les priorités fondamentales pour les investissements dans le développement agricole** dans la corne de l'Afrique. Ces stratégies sont brièvement décrites ci-dessous. Elles sont différentes selon le contexte. En voici quelques exemples:

- développement des infrastructures, reconstruction et protection contre les risques;
- lutte contre la pauvreté, sécurité alimentaire et augmentation des revenus ruraux;
- promotion du secteur agro-alimentaire et de l'agro-industrie, amélioration de la compétitivité nationale, régionale et mondiale du secteur privé, renforcement des liens entre producteurs et marchés et approches axées sur les filières; et
- exploitation durable des ressources naturelles, y compris celles utilisées par la pêche et l'élevage.

Un certain nombre de **principes clés** sont primordiaux s'agissant d'établir si des initiatives peuvent avoir un impact positif sur la protection et la reconstitution des moyens de subsistance des personnes en situation d'insécurité alimentaire et de renforcer la capacité d'adaptation à plus long terme de ces personnes aux crises. Ces principes peuvent être considérés comme formant un ensemble de règles à prendre en compte à l'avenir, qu'on peut résumer comme suit:

- nouer des partenariats dans le processus de conception, d'exécution et de suivi et évaluation qui favorisent l'intégration des activités, en élargissent la portée et en améliorent la qualité;
- la participation tangible et authentique des communautés est un ingrédient essentiel à la réussite des projets, en particulier dans les initiatives qui exigent une forte implication de la part des femmes;
- obtenir un engagement et un appui des institutions;
- pouvoir compter sur l'allocation de ressources de la part des gouvernements et des bailleurs de fonds; et
- une protection de l'environnement rationnelle et une bonne gestion des ressources naturelles sont autant d'éléments essentiels pour la reconstruction des moyens de subsistance dans des écosystèmes fragiles.

#### BESOINS RÉGIONAUX EN MATIÈRE DE COORDINATION DE L'AIDE D'URGENCE

L'aide d'urgence suite à la sécheresse dans l'est de la corne de l'Afrique orientale devrait être organisée dans le cadre du Plan d'action du Comité permanent interorganisations pour la corne de l'Afrique. Le Plan d'action préconise un soutien accru de la part des institutions du système des Nations Unies et d'autres organisations aux processus régionaux et nationaux engagés pour combattre la faim et la malnutrition chroniques, renforcer la capacité de résistance des moyens de

subsistance vulnérables et être en mesure d'augmenter rapidement et efficacement les moyens pour fournir une aide suffisante en cas de crises aiguës. Le module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire de la FAO et du PAM est un instrument essentiel d'aide à la coordination humanitaire au niveau des pays.

Le Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition (FSNWG) est une organisation régionale multisectorielle interorganisations créée en 2005 à Nairobi pour permettre le partage des informations et la définition d'un consensus en matière d'analyse de la sécurité alimentaire, définir des stratégies d'atténuation et de renforcement de la capacité d'adaptation et de réaction des ménages vulnérables, surveiller les informations sur les marchés transfrontaliers et réunir et sensibiliser les diverses parties prenantes. Une vingtaine d'organisations non gouvernementales internationales, une dizaine d'organisations du système des Nations Unies, 14 bailleurs de fonds ou ambassades, plusieurs organismes régionaux et institutions humanitaires internationales en sont membres. Le Groupe de travail, accueilli par la FAO, couvre 12 pays de la région. Il sera co-présidé par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) à l'avenir, ce qui renforcera sa légitimité et permettra un dialogue plus étroit avec la Plateforme de la sécurité alimentaire de l'Union africaine.

Des ressources sont nécessaires pour soutenir l'action du FSNWG, de l'Équipe spéciale sur le phénomène La Niña, le Groupe de travail régional sur le VIH et les violences sexistes et le Réseau régional sur les sexospécificités et l'agriculture. Ces réseaux jouent un rôle déterminant s'agissant de mobiliser et de sensibiliser en vue d'obtenir un soutien stratégique pour les moyens de subsistance. L'organisation de réunions régulières suivies par des participants attentifs fait foi de l'intérêt porté aux fonctions exercées par ces plates-formes, y compris celle de mettre l'accent sur l'analyse des interventions engagées pour parer aux crises et sur l'adoption d'une politique commune en matière de sensibilisation avec les principaux intervenants.

# Tour d'horizon des pays

## *Djibouti*

### BESOINS EN MATIÈRE D'AIDE D'URGENCE ET D'AIDE AU RELÈVEMENT

Les précipitations tardives et irrégulières qui ont marqué les deux dernières saisons des pluies ont eu des conséquences malheureuses pour la population pastorale nomade de Djibouti. Des efforts sont faits pour préserver les moyens d'existence des populations rurales en améliorant l'accès à l'eau potable, en développant les activités essentielles dans les secteurs de l'élevage et de l'agriculture et en renforçant les capacités des institutions nationales en matière de mise en œuvre et de coordination des actions humanitaires, sur la base de quatre piliers:

1. **Production agricole:** construction d'installations domestiques pour le stockage du fourrage; production supplémentaire d'aliments pour le bétail; promotion de l'aviculture (en particulier pour les femmes); fourniture d'installations d'irrigation à petite échelle; relance de la production à petite échelle pour le fourrage et l'alimentation.
2. **Remise en état de points d'eau:** reconstruction d'installations de captage de l'eau de surface et de citernes souterraines et mise au point de stratégies nouvelles pour l'approvisionnement en eau, avec la création de barrages souterrains.
3. **Suivi et évaluation des indicateurs de la Classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (IPC) dans le contexte de la gestion des risques de sécheresse:** suivi des prix des denrées alimentaires; collecte et analyse des informations relatives aux points d'eau; cartographie et analyse des mouvements de bétail; émission d'alertes basées sur la Classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (IPC).
4. **Maintien et protection du cheptel:** médicaments et équipement vétérinaires pour protéger la santé des troupeaux et prévenir la propagation de maladies; amélioration des capacités des cliniques vétérinaires régionales à poser un diagnostic.

### BESOINS À MOYEN ET À LONG TERMES

Dans le cadre de l'Initiative pour la sécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique, le Cadre stratégique national de lutte contre la pauvreté de Djibouti (2004) définit les axes prioritaires de la lutte contre l'insécurité alimentaire: gestion des risques de catastrophe (y compris cartographie de la vulnérabilité); gestion durable des sols et de l'eau; développement agropastoral; développement de la pêche artisanale; développement communautaire; nutrition et sécurité alimentaire.

Le Programme national pour la sécurité alimentaire (2007) porte sur les sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'eau. La Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire de 2007 et le Plan d'action de 2009 s'attachent à garantir l'approvisionnement alimentaire et à réduire la vulnérabilité aux chocs (sécheresses, inondations, inflation, conflits régionaux, etc.) Le Cadre stratégique, élaboré avec l'appui de l'Agence des États-Unis pour le développement international et de la FAO, comporte deux volets complémentaires: i) prévention et gestion des crises et ii) sécurité alimentaire et nutritionnelle structurelle (liée aux politiques de développement durable, notamment l'Initiative nationale de développement social, INDS).

Les priorités de la Stratégie sont les suivantes: i) rationaliser la gestion des ressources; ii) valoriser les potentialités existantes et diminuer la dépendance alimentaire; iii) garantir l'accès à l'alimentation pour les groupes vulnérables; iv) promouvoir les ressources humaines et renforcer les capacités; et v) promouvoir la politique de l'information et l'évaluation d'impact. Le Plan d'action a été conçu autour d'un ensemble cohérent de douze programmes ou projets prioritaires, qui seront présentés aux donateurs, pour un coût estimatif total de 104 millions d'USD. Le programme s'inscrit dans le cadre plus large de l'INDS et a été élaboré conformément aux principes du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), servant ainsi de base au plan d'investissement du PDDAA. L'élaboration d'un Pacte du PDDAA est en cours.

## **Érythrée**

### **BESOINS EN MATIÈRE D'AIDE D'URGENCE ET D'AIDE AU RELÈVEMENT**

En raison de sa situation dans la Corne de l'Afrique, l'Érythrée est exposée à des conditions climatiques extrêmes, notamment des épisodes récurrents de sécheresse prolongée et des inondations occasionnelles. Le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture de la FAO, basé sur l'imagerie par satellite, indique que les pluies de la saison *Azmera* (de mars à mai) sont arrivées avec quatre semaines de retard, perturbant le cycle des principales cultures (sorgho, millet, maïs) et entraînant une dégradation des pâturages. Les régions les plus touchées ont été celles de Debub, Gash Barka et Anseba. On ne dispose pas de données en ce qui concerne les répercussions sur l'élevage, mais le bilan céréalier du pays montre que les besoins de la population érythréenne (5,2 millions d'habitants) se montent à 619 000 tonnes de denrées alimentaires (blé, riz et céréales secondaires) pour une production nationale de 282 000 tonnes, soit un déficit de 337 000 tonnes, qui doivent être importées.

On présume que les faibles quantités de précipitations sont en partie responsables de ce déficit de production et de l'insécurité alimentaire qui en découle très probablement. Un appui au secteur de l'élevage s'avère indispensable, sous la forme de produits d'alimentation animale, de vaccins, d'approvisionnement en eau et de reconstitution des troupeaux, ainsi que d'une gestion de l'eau améliorée propre à faciliter la culture irriguée.

### **BESOINS À MOYEN ET À LONG TERMES**

Les consultations de 2006 sur la sécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique ont défini comme suit les axes prioritaires de la lutte contre l'insécurité alimentaire en Érythrée: i) gestion des risques de catastrophe et intervention (y compris évaluations de la vulnérabilité); ii) gestion durable des sols et de l'eau; iii) infrastructures rurales et services d'appui à l'échelon local; iv) accès à l'éducation de base dans les régions touchées par l'insécurité alimentaire; v) filets de sécurité et programmes de protection sociale pour les plus vulnérables; vi) nutrition et sécurité alimentaire; vii) diversification des moyens de subsistance; et viii) VIH/sida et sécurité alimentaire. La politique en matière de sécurité alimentaire a pour objectif de promouvoir une production agricole et animale capable de faire face à la concurrence des importations. Les réformes foncières et agraires, la commercialisation des produits agricoles, la finance rurale, les services de vulgarisation, la gestion des ressources naturelles, la réforme des agro-industries et le développement des semences constituent d'importants sujets de préoccupation politique, à l'instar des questions de coordination et de coopération qui relèvent des différents organes gouvernementaux et non gouvernementaux.

Une Stratégie et une politique pour le secteur agricole attendent l'aval du Gouvernement, qui n'a pas réservé de suite favorable au document de réflexion qui lui a été soumis. Ceci s'explique peut-

être par le fait que le Gouvernement considère que le Programme de développement de l'agriculture (2008-2011) constitue le seul plan de marche vers une plus grande sécurité alimentaire.

## ***Éthiopie***

### **BESOINS EN MATIÈRE D'AIDE D'URGENCE ET D'AIDE AU RELÈVEMENT**

En Éthiopie, en raison du phénomène climatique *La Niña* de 2011, la situation de la sécurité alimentaire s'est détériorée dans le sud et le sud-est du pays, ainsi que dans les régions qui sont dépendantes des pluies (*belg* et *sougum*). En conséquence, le rendement des cultures à cycle court a été médiocre et le cheptel s'est trouvé affaibli, réduisant la disponibilité alimentaire, avec des conséquences particulièrement lourdes pour les ménages vulnérables.

Les priorités en matière d'assistance ont dès lors été définies comme suit:

#### **1. Dans les zones pastorales et les zones d'élevage:**

- réduction du cheptel par abattage ou vente;
- fourniture de soins de santé animale basée sur un système de bons d'échange, l'accent étant mis sur la lutte contre les endo- et ectoparasites;
- vaccination contre les principales maladies transfrontières (important pour l'économie et la santé publique au début de la phase de relèvement et pour la reconstitution des moyens de subsistance);
- remise en état de points d'eau pour les troupeaux (*elas* jusqu'en décembre et étangs de décembre à février);
- ravitaillement d'urgence à l'aide de blocs multinationnels et de résidus de récoltes/traitement du foin.

#### **2. Dans les zones de culture:**

- mise en place de stocks de semences avant la prochaine saison des pluies;
- cultures sarclées (racines et tubercules) dans les zones à forte densité de population.

### **Phase d'urgence: juillet à novembre 2011**

Au cours de la phase d'urgence, les ressources provenant des donateurs et du Gouvernement seront vraisemblablement consacrées aux mesures destinées à sauver des vies humaines (eau et assainissement, nutrition et santé, etc.). Il est également urgent de protéger les animaux reproducteurs par une combinaison de déstockage par abattage et de mesures sanitaires visant le bétail et aussi son alimentation. Les programmes de type «travail contre rémunération» doivent être encouragés et étendus, afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages malgré la hausse du prix des céréales. Afin de garantir la disponibilité immédiate et la qualité des denrées alimentaires destinées aux ménages, un appui est nécessaire pour le développement de cultures de racines et de tubercules (cultures sarclées) et de légumes à croissance rapide, nutritives et à haut rendement qui puissent être pratiquées par les femmes, les personnes âgées et les enfants dans le potager familial.

## **Phase de relèvement: décembre 2011 à décembre 2014**

Des efforts devront ensuite être déployés pour reconstituer les troupeaux et permettre aux agriculteurs d'accroître leur production en encourageant la mise en place d'un système de soins de santé animale performant qui mette en avant la vaccination du bétail et la fourniture de soins de santé animale à l'échelon local. En outre, une gestion renforcée des parcours est indispensable pour mettre un terme à la dégradation et permettre ainsi un accroissement de la productivité de l'élevage. Les pasteurs les plus pauvres qui ont perdu leurs troupeaux et souhaitent se reconvertir dans une autre activité doivent être soutenus dans leurs efforts, ce qui permettra de soulager la pression exercée sur les parcours. Dans les zones agricoles, la distribution d'urgence de semences et l'appui à la diversification des cultures par la distribution de racines et tubercules xérophiles et de semences de légumes nutritifs doivent être encouragés.

### **BESOINS À MOYEN ET À LONG TERMES**

Le Cadre de politique et d'investissement (CPI) 2010-2020 fournit un schéma directeur pour l'établissement de priorités et la planification des investissements destinés à stimuler la croissance et le développement agricole de l'Éthiopie. Il est conçu de sorte à traduire en termes opérationnels le Pacte du PDDAA. Le CPI est un plan d'action décennal pour le développement qui définit des domaines d'investissement prioritaires et fournit une estimation des besoins financiers qui devront être couverts par le Gouvernement et ses partenaires de développement. Il repose sur l'ambition du Gouvernement de faire de l'Éthiopie un pays à revenu intermédiaire d'ici à 2020, ainsi que sur un certain nombre d'importantes déclarations de politique et de stratégie. Le budget du secteur agricole devrait passer d'environ 0,7 milliard d'USD en 2010-2011 à pas moins de 1,7 milliard par an à la fin de la période couverte par le CPI; des investissements supplémentaires de 6,2 milliards d'USD environ sont également prévus. Sur cette base, le budget total pour les dix années du CPI devrait avoisiner les 18 milliards d'USD, dont 2,5 milliards sont déjà engagés dans le cadre de programmes et projets existants. La majeure partie des 15,5 milliards restants sera utilisée au cours des cinq dernières années du CPI. Celui-ci définit quatre axes principaux, chacun d'entre eux étant assorti de ses propres objectifs stratégiques et d'importants programmes et projets d'investissement: productivité et production (7,25 milliards d'USD, soit près de la moitié des investissements prévus); commercialisation dans les zones rurales (992 millions d'USD); gestion des ressources naturelles (2,976 milliards d'USD); et enfin gestion des risques de catastrophe et sécurité alimentaire (3,107 milliards d'USD). Les investissements prioritaires définis seront financés conjointement par le Gouvernement et les partenaires de développement. Si l'on considère que 60 pour cent des coûts seront pris en charge par le Gouvernement et 40 pour cent par les donateurs, on obtient une contribution d'environ 9,3 milliards de la part du Gouvernement et de 6,2 milliards de la part des donateurs. Un scénario de croissance économique plus modeste entraînerait une réduction de ces contributions, qui ne s'élèveraient plus alors qu'à 7,7 milliards et 5,1 milliards pour le Gouvernement et les donateurs, respectivement.

## ***Kenya***

### **BESOINS EN MATIÈRE D'AIDE D'URGENCE ET D'AIDE AU RELÈVEMENT**

On estime que 2,4 millions de personnes dans les zones pastorales et agropastorales du nord et du nord-est du Kenya ne sont pas en mesure de satisfaire leurs besoins essentiels en nourriture et en eau. Il est crucial que des efforts soient consentis pour préserver les moyens d'existence et assurer un redressement durable, de sorte à atténuer les effets de la sécheresse qui sévit actuellement dans le pays.

## 1. Besoins immédiats:

- injection de liquidités dans l'économie au moyen de projets de rémunération du travail (en espèces), dans les domaines de la conservation des terres et des eaux, de la récupération de l'eau et de l'achat de bétail;
- protection des troupeaux de sélection grâce à la fourniture de soins de santé animale et à l'apport de sels minéraux de complément;
- surveillance des maladies du bétail dans les zones de sécheresse;
- réduction du cheptel dans les zones touchées (vente de bêtes ou consommation);
- réduction du cheptel par abattage si la situation continue à se détériorer;
- appui à la distribution d'eau dans les lieux stratégiques – au moyen de subventions aux carburants pour alimenter les pompes et d'un minimum de livraisons.

## 2. Besoins au cours de la phase de relèvement:

- apports de bétail grâce à un système de prêts;
- distribution de semences et d'engrais et promotion de systèmes communautaires de multiplication des semences, à temps pour les petites pluies d'octobre-novembre;
- traitement des céréales après récolte et commercialisation des récoltes et des produits de l'élevage;
- appui aux interventions en matière de santé animale.

## BESOINS À MOYEN ET À LONG TERMES

Le Plan d'investissement à moyen terme du Kenya (PIMT) pour la croissance et la sécurité alimentaire par accroissement de la productivité et du commerce agricole (2010–2015) repose sur la Stratégie de développement du secteur agricole du pays (SDSA), dont le processus d'élaboration est conforme aux exigences du pacte du PDDAA pour le Kenya. L'objectif du SDSA et du PIMT est d'accroître la productivité de sous-secteurs clés grâce à des investissements ciblés. Eu égard au rôle central de l'agriculture dans l'économie kényane, de tels investissements permettront de stimuler la croissance du PIB, de réduire la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire, conformément aux objectifs fixés par le Gouvernement.

Le portefeuille d'investissement proposé se monte à 247 milliards de shillings kenyans (KES) (3,09 milliards d'USD) à l'horizon 2015, soit pour une période de planification de cinq ans. Les fonds investis pour « accroître la productivité, la commercialisation et la compétitivité » (1,112 milliards d'USD) et « promouvoir une gestion durable des terres et des ressources naturelles » (1,297 milliards d'USD) représentent, ensemble, plus des trois quarts du budget. Des investissements ciblés seront réalisés par zone agro-écologique, en établissant une distinction entre les zones très pluvieuses, les terres semi-arides et les terres arides. Le reste des investissements sera consacré à « encourager la participation du secteur privé » (368 millions d'USD), à « améliorer l'accès au marché et accroître les échanges commerciaux » (247 millions d'USD), à « réformer l'offre de services agricoles » (31 millions d'USD) et à « garantir une coordination et une mise en œuvre efficaces » (15 millions d'USD). Les fonds seront investis selon une courbe croissante au fil des cinq années du programme. En droite ligne de la Déclaration de Maputo, le Gouvernement kényan s'est engagé à augmenter ses dépenses agricoles de 30 pour cent d'ici à 2015, pour les porter à 36,04 milliards de KES, pour une contribution totale de 161,22 milliards de KES, ce qui représente 65 pour cent du budget.

## **Somalie**

### **BESOINS EN MATIÈRE D'AIDE D'URGENCE ET D'AIDE AU RELÈVEMENT**

On estime à 3,7 millions le nombre de Somaliens actuellement en situation d'insécurité alimentaire en raison des mauvaises récoltes et des faibles niveaux de production prévus pour les récoltes du mois d'août 2011; deux régions du sud du pays ont été déclarées régions touchées par la famine. La plupart de ces habitants ont perdu leurs moyens d'existence (récoltes, bétail, etc.) du fait de la sécheresse dans la Corne de l'Afrique. Or, ces avoirs constituent la seule source de revenus et la base de la sécurité alimentaire des familles. Sans une intervention, la faim et les mouvements de population à grande échelle se poursuivront. Pour améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des familles touchées par la sécheresse, il est essentiel de protéger le patrimoine des éleveurs et d'aider les agriculteurs pour qu'ils puissent semer à temps pour la saison à venir.

Les priorités ont dès lors été définies comme suit:

- **relance des cultures** par la distribution d'intrants agricoles adéquats pour la prochaine période des semis;
- **sauvegarde des moyens de subsistance et des avoirs restants des petits éleveurs vulnérables** par la fourniture rapide d'aliments pour animaux (fourrage), afin d'éviter que les bêtes ne meurent d'inanition ou ne doivent être vendues; traitement et vaccination d'urgence du cheptel pour prévenir l'apparition de maladies liées à la sécheresse;
- **encourager les projets de rémunération du travail en espèces** en embauchant à titre temporaire les membres des ménages vulnérables, afin de leur fournir les revenus qui leur sont indispensables pour se nourrir et afin d'accroître leur capacité de récupération grâce à la remise en état de l'infrastructure de production.

### **BESOINS À MOYEN ET À LONG TERMES**

L'évaluation conjointe des besoins menée en 2005-2006 a débouché sur l'élaboration du Plan de reconstruction et de développement (PRD), qui donne un aperçu de la situation en Somalie. À la suite des consultations sur la sécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique, les domaines d'action prioritaires indicatifs suivants ont été définis: stratégies de subsistance, dispositions institutionnelles, et environnement favorable. Les priorités pour l'élargissement des programmes éventuels sont les suivantes: protection de l'environnement et remise en état des terres dégradées; développement de l'infrastructure; renforcement des capacités et développement institutionnel. Les consultations ont en outre mis en lumière la nécessité de mettre en place des partenariats entre le Gouvernement et les différents intervenants, avec pour objectif de redynamiser les institutions responsables des questions de sécurité alimentaire (agriculture, santé, gestion des catastrophes, etc.), pour les interventions tant à court qu'à long terme.

La FAO, grâce à un processus de consultations, a élaboré une stratégie quinquennale 2011-2015 en vue d'améliorer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire en Somalie. Cette stratégie définit huit domaines d'intervention: i) stabilisation et augmentation des revenus des familles rurales; ii) utilisation plus rentable et plus durable des ressources en animaux d'élevage; iii) pêche durable pour un accroissement des revenus des communautés de pêcheurs; iv) gestion des ressources naturelles dans l'optique du redressement et d'une utilisation durable; v) établissement d'un lien entre l'action humanitaire à court terme et les objectifs de développement à long terme pour «reconstruire en mieux»; vi) examen et mise à profit des enseignements tirés des stratégies de lutte

et de survie mises en œuvre par la Somalie; vii) création de partenariats public-privé et d'institutions et groupes locaux; et viii) meilleur état de la préparation. Les domaines transversaux suivants ont également été définis: environnement, égalité des sexes, jeunesse, et facteurs de conflit. La mise en œuvre de la stratégie sera assurée au moyen de plans d'action annuels.

## ***Soudan***

### **BESOINS EN MATIÈRE D'AIDE D'URGENCE ET D'AIDE AU RELÈVEMENT**

#### **Dans les trois zones de transition et dans le Soudan oriental**

Le conflit dans l'Abyei et dans le Sud-Kordofan a provoqué le déplacement de plus de 190 000 personnes dans ces deux régions, tandis qu'en raison des problèmes socioéconomiques, politiques et environnementaux, la population des États du Nil bleu et du Soudan oriental souffre toujours d'une insécurité alimentaire chronique, d'une pauvreté croissante et de la fragilisation de ses moyens d'existence. Les troubles politiques persistants, les catastrophes naturelles récurrentes, l'insuffisance de la pluviométrie, le recul de la production agricole, le manque de possibilités économiques et la baisse de la production et de la productivité de l'élevage sont les facteurs dont l'incidence est la plus déterminante.

#### **Au Grand Darfour**

Le Grand Darfour se caractérise par une situation d'insécurité alimentaire, transitoire ou chronique, qui a fortement perturbé les moyens d'existence de la population. La prolongation du conflit et les importantes variations climatiques enregistrées dans le pays empêchent le système de production végétale et animale de subvenir aux besoins de base de la communauté. Compte tenu de la fragilité actuelle de la situation sur le plan politique, ethnique et socioéconomique, la population du Darfour devrait demeurer en 2011 très vulnérable face à la dégradation de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence. Un soutien technique et matériel doit en priorité être apporté pour améliorer la production agricole et lutter ainsi contre les effets de la prolongation du conflit, des sécheresses récurrentes, des inondations sporadiques, du manque d'accès aux terres arables et aux marchés, de la disponibilité insuffisante d'intrants agricoles, de l'augmentation du prix des céréales, de l'instabilité du prix du bétail et de la détérioration des ressources naturelles.

À court et à moyen termes, les principaux besoins et priorités sont les suivants:

- apporter un soutien aux personnes déplacées depuis peu dans le Sud-Kordofan, dans l'Abyei et au Darfour;
- apporter aux personnes de retour au Darfour et dans les trois zones du protocole un soutien concernant les intrants et services d'élevage et d'agriculture;
- apporter un appui aux groupes touchés par le blocage des voies migratoires et par la concentration des troupeaux dans les États frontaliers (Darfour-Sud, Sud-Kordofan, Abyei, Nil blanc, Sennar et Nil bleu);
- renforcer les systèmes de planification préalable et les dispositifs d'intervention face aux aléas et situations d'urgence liés à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence;
- coordonner les interventions touchant à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence; et
- remettre en état et protéger l'environnement et les ressources naturelles.

Il est notamment proposé de mener:

- des interventions à l'exploitation axées sur l'agriculture et les semences (y compris de distribuer des semences de grandes cultures et de légumes ainsi que des outils agricoles, à

traction animale notamment, de promouvoir la production locale de semences et de former les agriculteurs à des pratiques culturales améliorées);

- des interventions destinées à préserver les moyens d'existence des éleveurs (notamment en améliorant la surveillance des maladies animales, en menant des campagnes de vaccination, en formant les agents communautaires de santé animale et en créant des centres vétérinaires communautaires) et des familles de pêcheurs (par exemple en leur distribuant du matériel de pêche, en les aidant à construire des bateaux et à tresser des filets et en les formant aux pratiques halieutiques durables);
- des actions pour promouvoir la gestion durable des ressources (notamment en créant des pépinières, en faisant la promotion des fourneaux économes en combustibles, en créant des banques de fourrage et en mettant sur pied des mécanismes communautaires de négociation et de médiation dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de l'utilisation des terres); et
- des actions visant à mieux coordonner le travail des partenaires œuvrant dans les domaines de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence.

### BESOINS À MOYEN ET À LONG TERMES

L'indépendance du Soudan du Sud a de lourdes conséquences sur la situation socioéconomique et démographique du Soudan. C'est ainsi que, depuis que celle-ci a été proclamée le 9 juillet 2011, les champs de pétrole situés au sud se trouvent à l'intérieur des frontières du nouvel État. Cette situation va entraîner une réduction de la part des recettes pétrolières perçue par l'État, 73 pour cent environ des recettes pétrolières totales étant dégagées dans le sud du pays. La composition du PIB du Soudan du Nord va se trouver ainsi modifiée et pourrait se rapprocher de celle qui précédait l'ère pétrolière. L'agriculture, qui avait perdu du terrain, devrait ainsi occuper de nouveau une place centrale. Le Gouvernement devrait lui redonner une plus grande importance en augmentant les investissements et en lançant des politiques favorables au secteur, ce qui stimulera sans doute l'offre de produits agricoles. Les interventions en ce domaine vont s'attacher à améliorer les rendements, en particulier pour le coton, le blé, le sorgho, l'arachide non irriguée et le sésame, et les produits animaux. Pour atteindre les objectifs de production, un ensemble de politiques générales et sectorielles devra être mis en œuvre. Il importe notamment d'adopter une stratégie visant à diversifier la production et à ouvrir de nouveaux marchés, laquelle devrait renforcer la croissance du secteur agricole et, partant, contribuer à réduire la pauvreté. Des mesures pourraient également être déployées pour améliorer la commercialisation de la production végétale, l'accès au crédit ainsi que la production et la commercialisation des produits de l'élevage. Des infrastructures plus solides devront être mises en place pour inciter les agriculteurs traditionnels à investir dans l'amélioration des techniques et l'augmentation de la production.

Les autorités du Soudan du Nord rédigent actuellement un document stratégique provisoire de réduction de la pauvreté qui devrait déboucher sur un document définitif. Ce travail a été confié à un comité technique plurisectoriel, l'objectif étant qu'un projet de document soit prêt à être examiné par les parties prenantes nationales et internationales une fois la sécession entérinée. Deux autres comités ont été créés pour élaborer ensuite une stratégie en bonne et due forme.

Le programme 2007–2011 de relance de l'agriculture présente un ensemble de stratégies de développement pour l'agriculture, la pêche, la sécurité alimentaire et les zones rurales, pour l'ensemble du Soudan. L'ordre des priorités est le suivant: i) infrastructures de base; ii) renforcement des capacités des producteurs; iii) appui aux services; iv) protection des ressources naturelles; v) sécurité alimentaire; vi) hausse de la productivité et baisse des coûts de production; vii) amélioration de l'efficacité des dispositifs agricoles publics; viii) modernisation et amélioration des systèmes agricoles; et ix) programmes de développement du secteur agro-industriel dans les

zones rurales. Le programme national d'action pour la sécurité alimentaire a été adopté par le Gouvernement du Sud-Soudan et par le gouvernement d'unité nationale. Tous deux ont demandé à la FAO d'organiser une conférence des donateurs pour financer le programme, lequel devrait être actualisé en 2011 par l'intermédiaire du Programme des capacités institutionnelles du Soudan: Information pour l'action sur la sécurité alimentaire (SIFSIA).

En octobre 2010, le bureau de la FAO au Soudan a lancé un plan d'action de deux ans pour le Soudan du Nord. Il dispose d'un budget de plus de 45 millions d'USD et couvre 12 programmes à mettre en œuvre dans la région du Grand Darfour, dans les trois zones de transition, dans les États orientaux et ceux du nord ainsi qu'à Khartoum. Compte tenu de la difficulté de la situation au Soudan, le programme a adopté une stratégie fondée sur la gestion des risques de catastrophe. Il s'appuiera sur les interventions déjà mises en œuvre par la FAO pour s'axer plus largement sur les moyens d'existence et les stratégies de résilience des populations, notamment en renforçant les capacités institutionnelles de protection et de rétablissement des moyens d'existence.

## ***Soudan du Sud***

### **BESOINS EN MATIÈRE D'AIDE URGENCE ET D'AIDE AU RELÈVEMENT**

Dans le Soudan du Sud, les principaux facteurs pesant sur l'agriculture et la sécurité alimentaire sont: i) l'insécurité et le conflit ainsi que le grand nombre de personnes de retour; ii) les risques naturels; iii) les faibles niveaux de production et de productivité dans le secteur agricole; iv) l'insuffisance des infrastructures et des marchés; v) l'insuffisance du cadre institutionnel en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire; vi) la marginalisation des femmes des zones rurales; et vii) la faiblesse des services sociaux de base.

Les populations pour lesquelles l'aide est la plus urgente sont les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), les résidents vulnérables affectés par les déplacements associés aux conflits localisés et aux attaques de l'Armée de résistance du Seigneur, et les personnes qui reviennent s'installer dans le nouvel État indépendant. Le Soudan du Sud fait face à de graves difficultés, notamment des crises alimentaires à répétition et une prévalence très élevée de la faim.

#### **Les interventions prioritaires dans le Soudan du Sud consistent notamment:**

- **à apporter un soutien aux moyens d'existence des PDI, des rapatriés et des ménages dirigés par les femmes** en distribuant des intrants agricoles appropriés (semences et outillage manuel, promotion de la production de semences locales, production de légumes principalement pour la saison sèche);
- **à prévenir les foyers de maladies animales et encourager la production d'autres aliments** en fournissant du matériel de pêche en temps utile, en faisant bénéficier le bétail des traitements d'urgence contre les maladies les plus fréquentes et en poursuivant la remise en état des équipements de la chaîne du froid; et
- **à améliorer la coordination du module d'action groupée en matière de sécurité alimentaire et de moyens d'existence** par l'intermédiaire d'une évaluation, d'une planification et d'une programmation coordonnées de la sécurité alimentaire afin de s'assurer que les besoins des communautés et des populations les plus touchées sont pris en compte dans les interventions en faveur de la sécurité alimentaire.

## BESOINS À MOYEN ET À LONG TERMES

Au début de 2011, le gouvernement du Sud-Soudan a commencé à élaborer un plan multisectoriel de grande envergure instaurant une période de transition post-Accord global de paix d'une durée de deux ans et demi (de juillet 2011 à décembre 2013). Le plan de développement du Sud-Soudan constitue une première étape pour atteindre les objectifs de sécurité, de développement, de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Le plan d'assistance intérimaire de la FAO, qui lui est directement intégré, énonce les priorités qui ont été définies pour renforcer la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et poser les premières pierres du développement agricole à long terme. Les besoins de financement du plan intérimaire s'élèvent à 42,78 millions d'USD et recouvrent deux principaux volets: sécurité alimentaire et moyens d'existence (16,5 millions d'USD) et redressement et relèvement du secteur agricole (26,3 millions d'USD). Il ne se présente pas comme un plan d'investissement sectoriel relevant du budget national, mais prend la forme de plusieurs notes de synthèse organisées en deux axes prioritaires. Le plan devrait orienter les choix budgétaires du gouvernement et l'affectation de l'aide fournie des partenaires du développement durant une période allant de juillet 2011 à la fin 2013.

## *Ouganda*

### BESOINS EN MATIÈRE D'AIDE D'URGENCE ET D'AIDE AU RELÈVEMENT

La crise de la corne de l'Afrique ayant pour l'instant une incidence modérée et localisée dans les sous-régions des Acholi et de Karamoja, dans le nord du pays, il est essentiel de répondre aux besoins des pasteurs nomades dans le contexte d'une approche plus vaste d'adaptation au changement climatique, alliant la réduction des risques de catastrophe, des stratégies visant à renforcer la résilience et l'atténuation des effets au niveau des communautés et des ménages.

À l'heure actuelle, les maladies animales, et en particulier un récent foyer de fièvre aphteuse, constituent une grave menace pour une sécurité alimentaire déjà fragile et ont un impact particulier sur les moyens d'existence des pasteurs nomades. Il faudrait poursuivre les interventions à l'appui de la fourniture de médicaments et vaccins, du renforcement des services de laboratoire et de diagnostic et de la promotion du réseau d'agents communautaires chargés de la santé animale.

Il y a des besoins supplémentaires auxquels il faut répondre d'urgence (en tous cas dans certaines zones du pays), à savoir la nutrition, l'alimentation scolaire et la gestion de l'eau.

### BESOINS À MOYEN ET À LONG TERMES

La Stratégie de développement et Plan d'investissement pour le secteur agricole (DSIP): 2010-2011 – 2014-2015 a regroupé ses activités d'investissement dans quatre programmes représentant les principaux domaines offrant un potentiel. Comme par le passé, la DSIP sera rendue opérationnelle par le Cadre de dépenses triennal à moyen terme (MTEF). De nouvelles procédures d'établissement du budget, adoptées pour 2010-2011 et notamment l'obligation de signer des contrats portant sur les résultats, devraient permettre de mieux suivre les résultats et d'améliorer la discipline budgétaire. La DSIP présente deux budgets: le budget « idéal », qui correspond à ce que le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des pêches souhaiterait faire s'il avait des fonds suffisants, c'est-à-dire s'il disposait de fonds plus proches de l'objectif de 10 pour cent du budget national fixé par le PDDAA. Le coût total du programme idéal sur cinq ans est de 2,731 milliards de shillings ougandais (UGX). Le second budget est lié au plafond effectif du budget alloué à l'agriculture dans le MTEF. En 2010-2011, le montant du MTEF pour l'agriculture a été fixé à 342,2 millions d'UGX, avec autorisation de prévoir pour les années suivantes un montant supplémentaire de 10 pour cent par

an. C'est sur cette base qu'un autre budget (lié au MTEF) a été préparé pour la DSIP et il est inférieur d'environ 25 pour cent au budget idéal, et s'établit à 2,089 milliards d'UGX. Les sous-programmes du budget lié au MTEF sur cinq ans sont les suivants: production et productivité (1,253 426 milliard d'UGX) soit 60 pour cent du budget total; accès au marché et création de valeur ajoutée (660 419 millions d'UGX); mise en place d'un environnement porteur (113,738 millions d'UGX) et renforcement institutionnel (61,680 millions d'UGX). Les retards de décaissement de vastes programmes (financés par des donateurs) ont encouragé le passage à un accord de crédit croisé, qui est actuellement en cours et bénéficie de l'appui de divers partenaires du développement.

L'appui des efforts déployés par le Gouvernement en matière de changement climatique et d'atténuation de ses effets est tout aussi important. Il s'agit notamment de la mise en œuvre du Programme national d'action pour l'adaptation aux changements climatiques, du renforcement de l'Unité chargée du changement climatique au sein du Ministère de l'eau et de l'environnement et du renforcement des capacités à l'échelle des districts en ce qui concerne l'adaptation. L'appui aux stratégies et aux politiques nationales dans le secteur forestier (et notamment la stratégie nationale de réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts) est également crucial.

En ce qui concerne la gestion des risques de catastrophe, le Gouvernement a récemment approuvé une stratégie d'intervention en cas de catastrophe dont la mise en œuvre aux échelles nationale et locale nécessitera également un appui.